

Rothbard, Murray (1926-1995)

Par Damien Theillier

« *Le concept même de « Droits » est défini négativement, il délimite le domaine d'action d'une personne où nul ne peut s'immiscer. Aucun homme n'a donc le Droit de forcer quelqu'un à accomplir une action positive puisque l'individu ainsi contraint subirait une violation de son Droit sur sa personne et sa propriété.* » Murray Rothbard, *L'Éthique de la Liberté*, chapitre 14

Murray Newton Rothbard est un économiste et un philosophe politique américain, théoricien de l'école autrichienne d'économie (élève de Ludwig von Mises), du libertarianisme et de l'anarcho-capitalisme. *L'Ethique de la liberté*, son maître-ouvrage de théorie politique, expose de manière globale ce qu'est l'anarcho-capitalisme fondé sur le droit naturel. *Homme, économie et Etat* et son appendice *Power and Market* représentent ses principaux travaux économiques. Il s'est servi de la praxéologie de Mises (la théorie de l'action humaine) pour exposer comment le marché fonctionne et quelles sont les dangers qu'il court en cas d'intervention étatique. Rothbard a également écrit des ouvrages d'histoire politique (*Conceived in Liberty*), d'histoire économique (*America's Great Depression*), et d'histoire de la pensée économique (*An Austrian Perspective on the History of Economic Thought*).

Rothbard a même été un acteur indirect de la vie politique américaine. Après avoir, dans un premier temps, cherché des alliés à gauche (il l'exprime dans *For A New Liberty*), il s'est progressivement rapproché de la droite conservatrice, dans les années 1980. Très influencé par la *Old Right* américaine du début du XXe siècle, il a toujours été à la fois un isolationniste résolu et un adversaire farouche de toute intervention militaire américaine.

Rothbard est, enfin, la référence théorique principale du Ludwig von Mises Institute, basé en Alabama. Toutefois, il incarne une forme particulière d'héritage de Mises. Il se veut le gardien de l'orthodoxie, le gardien du temple. Ce qui fait de lui un auteur à la fois rejeté et redouté. Rothbard, très peu reconnu dans le milieu universitaire américain, revendique une forme d'extrémisme. Il fascine et impressionne. Il entend laisser la logique s'exercer librement et sans frein, même si les conclusions auxquelles il aboutit peuvent paraître décoiffantes.

Comme son maître Mises, Rothbard a été toute sa vie en marge des honneurs académiques. Il doit lui-même financer ses recherches et ses livres. Il a longtemps enseigné l'économie à la modeste Brooklyn Polytechnic, avant d'obtenir un poste à l'université du Nevada, à Las Vegas. Il a sans doute payé au prix fort le fait d'être un ardent défenseur, sinon le guide, du mouvement libertarien américain.

Rothbard est né dans une famille juive du Bronx, originaire de Russie et de Pologne. Il suit ses études à Columbia, où il est d'abord diplômé en mathématiques (1945), puis en économie (l'année suivante). Il devient docteur en philosophie en 1956. Sa thèse, intitulée *The Panic of*

1819, traite de la première crise économique majeure de l'histoire des États-Unis. Réalisée sous la direction de Joseph Dorfman, historien de l'économie, cet ouvrage demeure une référence.

A la fin des années 1940, sous l'influence de la lecture d'auteurs comme le Belge Gustave de Molinari, Rothbard se met à penser que l'on ne peut pas en même temps défendre l'économie de marché et l'existence de la police d'Etat. Il comprend qu'aucun monopole étatique n'est justifiable. C'est alors qu'il fait la connaissance de Ludwig von Mises, à l'Université de New York. Il lit *L'Action humaine*, le maître-ouvrage de Mises, paru en 1949. C'est en tentant de le vulgariser que Rothbard écrira *Homme, économie et Etat*, en 1962, alors qu'il a 36 ans. De 1963 à 1985, il enseigne à l'Université Polytechnique de New York. De 1985 à sa mort il est *distinguished professor* à l'Université du Nevada à Las Vegas.

Il a fondé le Center for Libertarian Studies en 1976 et le *Journal of Libertarian Studies* en 1977. En 1987 il a lancé la revue académique *Review of Austrian Economics*, aujourd'hui nommée *Quarterly Journal of Austrian Economics*.

Il est mort en 1995 à Manhattan d'une crise cardiaque.

La morale kantienne de la liberté, un extrémisme assumé

Pour Rothbard, le laissez-faire capitaliste est conforme à la justice : il n'est que la conséquence d'une morale de la liberté. La seule définition cohérente de la justice est la propriété naturelle, la libre disposition reconnue comme juste de toute possession qu'on n'a pas volée, c'est-à-dire prise à un autre sans son consentement. Dans *L'Éthique de la liberté*, Rothbard décline les conséquences de cette définition, reprenant de nombreuses solutions de la tradition juridique et en contestant d'autres.

Le fait d'établir des règles de vie en société, des institutions, des pouvoirs, ne relève pas pour Rothbard de la politique, mais de l'éthique. Cela signifie, en clair, qu'il est possible de les établir par pure déduction logique, sur la base de principes incontestables, et que toute activité législative, toute règle fixée par des élus ou des délégués, est non seulement inutile, mais encore néfaste. Rothbard se livre ainsi à une lecture renouvelée de la morale kantienne. Pour Kant, en effet, la morale est une « législation idéale » : chaque individu se comporte envers autrui en le considérant comme une fin en soi. Rothbard fait sien cet impératif catégorique. Il conçoit un système dans lequel on ne traite jamais autrui comme un simple moyen. Dans lequel on n'initie jamais la force contre lui. Dans lequel nul n'a à se sacrifier pour bien agir. Rien, pas même les ordres de l'Etat, ne priment sur les choix individuels, quels qu'ils soient. Eux seuls sont souverains.

Cette éthique rothbardienne incarne aussi un type d'héritage extrême de Ludwig von Mises, bien loin des thèses de Ludwig Lachmann le subjectiviste et d'Israël Kirzner le réaliste. Rothbard entend être, en tout point, le gardien de l'orthodoxie.

Le penseur du jusnaturalisme

Prolongeant la pensée de Mises, Murray Rothbard pense qu'il faut découvrir des axiomes dont on puisse tirer des conclusions logiques. Cette perspective s'oppose radicalement à l'approche empirique. Il prétend même qu'il est possible d'élaborer un système éthique entier à partir de déductions logiques. Influencé par une lecture particulière d'Aristote et de Thomas d'Aquin, Rothbard reprend à son compte la théorie du droit naturel. Mais il se démarque de ces théoriciens, car son jusnaturalisme est aussi un individualisme.

Par opposition à Thomas d'Aquin, Rothbard affirme que le droit naturel ne relève pas d'une quelconque foi. Les fins de l'homme sont déterminées par la raison. C'est elle, la « droite raison » thomiste, qui dicte à l'homme les fins appropriées, ainsi que les moyens pour les atteindre. Par conséquent, la conduite morale, c'est celle qui se conforme à la droite raison. C'est ce qui distingue radicalement l'homme des choses ou des autres créatures. Celles-ci doivent « se conformer aux fins que leur nature leur impose ». L'homme, lui, possède une raison pour découvrir ses fins, et un libre arbitre pour faire des choix. Rothbard entend donc pouvoir soumettre la nature de l'homme à l'observation rationnelle et à la réflexion.

L'éthique de la loi naturelle, au sens de Rothbard, définit ce qui est bon ou mauvais pour l'homme, ce qui favorise ou au contraire empêche la réalisation de ses désirs, de ses projets. C'est une éthique profondément radicale, car la seule existence d'un droit naturel accessible à la raison « *constitue*, dit Rothbard, *une menace considérable pour le statu quo et une mise en cause permanente pour toute domination reposant sur la tradition aveugle ou le caprice arbitraire de l'appareil d'Etat* ».

Selon Rothbard, la grande faiblesse des théories du droit naturel avant la sienne, de Platon et Aristote à Léo Strauss, était d'être profondément étatiste plutôt qu'individualiste. A partir de l'énoncé tout à fait correct d'Aristote selon lequel l'homme est un animal social, et qu'il se réalise dans la coopération sociale, les classiques ont déraisonné. Ils sont arrivés à une confusion quasi complète entre la société et l'Etat et, de là, à l'idée que l'Etat serait le lieu principal de l'action vertueuse. A l'inverse, Rothbard souhaite s'inscrire dans la tradition initiée par les *Levellers* et plus encore John Locke, qui transformèrent au XVII^e siècle le droit naturel classique en une théorie fondée sur l'individualisme méthodologique et, ce faisant, sur l'individualisme politique.

Le droit naturel selon Rothbard peut se résumer ainsi : un homme a le droit de faire tout ce qu'il veut avec sa personne. Dire que les manières d'exercer ce droit sont morales ou immorales relève de la seule éthique privée, et pas de la philosophie politique. Cette dernière ne fait que traiter des règles, du droit, de l'emploi ou non de la violence physique dans les relations humaines. D'ailleurs le droit, au sens de Rothbard, n'est qu'une notion négative. C'est la frontière qui délimite le domaine d'action d'un individu. C'est l'endroit dans lequel personne d'autre ne peut s'immiscer. Aucun individu n'a le droit de forcer quelqu'un d'autre à accomplir une action. Ce serait une violation de son droit sur sa personne ou sa propriété.

L'axiome de non-agression

Tout le système philosophique de Rothbard découle de la place prépondérante qu'il accorde à la notion d'agression et aux moyens de s'en prémunir. Il définit l'agression comme le fait

d'initier la violence physique (ou de menacer de l'initier) à l'encontre de la personne ou de la propriété d'autrui. Une invasion, une intrusion, sont des formes d'agression. Puisque la propriété est un droit naturel inaliénable, le premier même des droits naturels, l'agression est donc toujours illégitime. Qu'elle soit à l'initiative d'un individu ou d'un Etat ne change rigoureusement rien. C'est à partir de ce raisonnement que Rothbard énonce le principe de non-agression, sur lequel, selon lui, repose toute la philosophie libertarienne. Il énonce cet axiome comme suit : « *aucun individu ni groupe d'individus n'a le droit d'agresser quelqu'un en portant atteinte à sa personne ou à sa propriété* ».

De ce principe, Rothbard en déduit deux conséquences complémentaires. D'une part, la liberté d'action d'un individu est un droit inaliénable ; d'autre part, chaque individu a parfaitement le droit de pratiquer ce qu'il nomme des « crimes sans victime », c'est-à-dire des actes généralement considérés comme immoraux et parfois pénallement réprimés. Parmi les crimes sans victime, il cite la prostitution, la toxicomanie, la pornographie. Autant de thèmes que Walter Block aura l'occasion d'approfondir ultérieurement. Ces actes ne portent atteinte à la personne ou à la propriété d'aucun individu. Ils ne constituent donc pas une agression. C'est au contraire le fait de les réprimer qui est une agression. Rothbard reprend ici une des principales idées de Lysander Spooner, qui distinguait les vices (moralement répréhensibles) des crimes (léggalement répréhensibles). Dans le même ordre d'idées, il s'oppose radicalement à toute forme de conscription militaire. C'est pour lui une forme d'esclavage à grande échelle. La guerre entraîne l'exécution massive de civils. Elle n'est donc rien d'autre qu'un meurtre de masse.

Le principe de non-agression a aussi des conséquences économiques. C'est cet axiome qui amène Rothbard à défendre le capitalisme et l'échange volontaire. Puisque chaque individu, dit Rothbard, a un droit inaliénable de propriété privée, alors il doit pouvoir se défaire librement de celle-ci. Il le peut certes par le don, par l'héritage. Mais il le peut aussi par l'échange. L'interventionnisme étatique est illégitime puisqu'il vient contraindre l'échange, l'obliger ou, plus souvent, l'empêcher.

L'objection la plus évidente que l'on peut opposer à l'axiome de non-agression, et que les néoconservateurs en particulier ont opposé à Rothbard, c'est la nécessité qu'il y aurait à employer la force pour protéger le droit ou la liberté. Il rétorque qu'il ne s'oppose pas à la guerre par motivation pacifiste. Ce qu'il cherche à définir, ce sont les cas où l'emploi de la force est justifié. Et pour lui ces cas, très limitatifs, correspondent toujours au non-respect d'un engagement contractuel ou réciproque. Rothbard ne voit donc aucune incohérence à sembler être « de gauche » dans certains domaines ou « de droite » dans d'autres. Au contraire, il considère que sa position est virtuellement la seule qui soit cohérente du point de vue de la liberté individuelle.

L'axiome de non-agression s'accorde mal de la conception contemporaine du processus de décision démocratique. En effet, il semble normal que les lois émanent d'un processus de décision collective. A la réflexion, il y a là contradiction, pourtant, comme le souligne fort justement Jérémie Rostand. On considère sans doute que les gouvernants ne peuvent jamais exercer un quelconque pouvoir arbitraire. Qu'il est illégitime qu'une minorité, infime, règne

par la force sur l'écrasante majorité. Certes, mais est-il plus légitime, rétorque Rothbard, qu'une majorité règne par la force sur une minorité, comme c'est le cas en régime esclavagiste ? A la vérité, ce qui est illégitime, c'est d'admettre que des individus, qu'un seul le cas échéant, puissent en asservir d'autres. Ce qu'il faut refuser, poursuit-il, c'est le règne de la force en tant que mode de rapport entre les hommes. Or, la politique n'est qu'une version parmi d'autres de la loi du plus fort, puisque la majorité impose ses vues aux minorités. Son éthique de la liberté ne vise au final qu'une seule chose : faire l'économie de la politique et de son bras armé, l'Etat.

L'axiome de non-agression de Rothbard n'est en fait que le négatif de la reconnaissance des droits naturels. Seuls ceux-ci permettent de dépasser les rapports de force politiques. Cette conception s'oppose radicalement à celle de la souveraineté du peuple. Si le peuple est souverain, alors son pouvoir est sans limites. Et si l'on pense qu'il doit être limité, alors on devrait reconnaître que c'est par le droit absolu de chacun d'agir librement tant qu'il n'empiète pas sur le droit identique de tout autre.

Les droits de l'homme sont des droits de propriété

Le concept de droits n'a pour Rothbard de sens que si on les entend comme des droits de propriété. Car non seulement il n'existe pas de droits de l'Homme qui ne soient en même temps des droits de propriété, mais les droits de l'Homme perdent leur caractère précis quand ils ne sont pas fondés sur le critère des droits de propriété. Il n'y a que les hommes pour posséder des biens. Par ailleurs, le droit de la personne sur son propre corps, sa liberté personnelle, est un droit de propriété dans sa propre personne aussi bien qu'un « droit de l'Homme ». Par exemple, pour Rothbard, il n'existe aucun droit particulier à la liberté d'expression ; il n'y a que le droit général de propriété, qui est le droit d'un homme de faire ce qu'il veut de sa propriété et de signer des contrats volontaires avec d'autres propriétaires. Ce que l'on a, plutôt que le « droit à la liberté d'expression », c'est le droit de louer une salle et de parler aux personnes qui en franchissent le seuil. Il n'y a pas de « droit à la liberté de la presse » ; ce que l'on a, c'est le droit de rédiger et de publier un écrit, et de le vendre à qui est disposé à l'acheter (ou de le distribuer gratuitement à ceux qui l'accepteront).

Le pourfendeur de l'Etat

Rothbard ne cesse de s'opposer à toute agression contre les droits des individus, et en particulier contre leur droit de propriété. Or, il constate que de tout temps il y a un agresseur central, un qui bafoue particulièrement ces droits : l'Etat. Rothbard refuse d'accorder à l'Etat le droit moral de commettre des actions qui seraient indéniablement qualifiées d'illégitimes si quelqu'un d'autre que lui les commettait. L'éthique de liberté doit s'appliquer à tous, à tous les individus pris isolément, aux groupes d'individus, à l'Etat aussi, car il ne saurait faire exception. Rothbard se fait ainsi le pourfendeur le plus résolu et le plus acerbe de l'Etat.

Regardons l'État « tout nu », dit Rothbard : nous nous apercevons qu'il est autorisé (voire encouragé) à commettre toutes sortes d'actes que même les non libertariens s'accorderaient à

juger comme des crimes ou délits répréhensibles. L'État est un habitué du meurtre de masse, qu'il appelle « guerre », parfois « répression de la rébellion ». Il fait de l'esclavage par la « conscription » dans ses forces militaires. Il vit et tire son existence de la pratique du vol sous la contrainte, qu'il appelle « fiscalité ». Le fait que de telles pratiques soient approuvées ou non par une majorité de la population ne change rien à leur nature : sanctionnées ou non par le peuple, la guerre c'est bien le meurtre de masse, la conscription, l'esclavage, et la fiscalité, le vol.

La plupart des gens croient que reconnaître l'importance, parfois vitale, d'une activité particulière de l'Etat - par exemple, l'élaboration d'un système de lois - implique *ipso facto* la nécessité de l'Etat lui-même. Rothbard ne nie pas que les hommes de l'Etat puissent, le cas échéant, accomplir des tâches nécessaires : l'élaboration du droit, la police, les pompiers, ... Mais cela ne démontre pas qu'ils soient les seuls à pouvoir remplir ces fonctions. Ni même qu'ils les remplissent à peu près bien.

Tout au long de l'histoire, souligne Rothbard, des groupes d'hommes, qui se sont autoproclamés « gouvernement » ou « Etat », ont tenté – généralement avec succès – d'obtenir par la violence un monopole sur les postes de commandement de l'économie et de la société. Ainsi en est-il tout d'abord du contrôle du sol et des transports : dans plusieurs pays les routes ont d'abord été construites pour faciliter le déplacement des troupes de l'Etat. Ou encore du contrôle de la production de la monnaie : il permet de garnir facilement et rapidement le coffre des hommes de l'Etat, lesquels font en sorte qu'aucun concurrent ne vienne contester leur monopole dans la fabrication de fausse monnaie. Cependant, dit Rothbard, le vrai monopole décisif des hommes de l'Etat, c'est celui qu'ils exercent sur l'emploi de la violence. Ils contrôlent la justice, l'armée, la police. « *On appelle « impôt », dit Rothbard, cette violence, bien qu'elle ait porté le nom de « tribut » à des époques moins normalisées. L'impôt est un vol, purement et simplement, même si ce vol est commis à un niveau colossal, auquel les criminels ordinaires n'oseraient prétendre ».*

Rothbard s'inspire des travaux de Franz Oppenheimer qui, dans *l'Etat, ses origines, son évolution et son avenir* (1908), assure qu'il n'y a que deux méthodes pour acquérir des biens. Ou bien la production et l'échange volontaire avec les autres (le marché libre, qu'il appelle « voie économique »). Ou bien l'expropriation violente de la richesse produite par autrui (la « voie politique »). L'Etat, dit Oppenheimer, n'est rien d'autre que « l'organisation des moyens politiques ».

Rothbard prolonge ces développements. S'il extorque par la violence la richesse d'autrui, c'est parce qu'il est d'essence criminelle. D'ailleurs les hommes de l'Etat sont les descendants de brigands qui ont monopolisé à leur profit la violence au sein d'un groupe d'individus. L'« intérêt général », le « bien public » ne sont que des miroirs aux alouettes, des bouffées d'opium qui visent à draper l'Etat dans un nuage de légitimité. Le but en est le même que lorsqu'on faisait d'un roi ou d'un empereur un dieu : convaincre la population que l'Etat ne représente pas la criminalité sur une échelle gigantesque, mais plutôt quelque chose de nécessaire et de vital qui mérite soutien et obéissance. Etienne de la Boétie, dans le *Discours*

de la servitude volontaire, fut au XVI^e siècle le premier à constater que l'Etat tyrannique est toujours composé d'une minorité de la population et que, par conséquent, le maintien de son despotisme repose forcément sur la reconnaissance de sa légitimité par la majorité exploitée.

Les recettes qu'accapare l'Etat, par l'usage de la coercition, servent à deux choses. D'une part, à monopoliser et produire inefficacement des services. D'autre part, et parfois surtout, à accroître le pouvoir que les hommes de l'Etat ont sur leurs sujets, qu'ils exploitent et harcèlent.

Pour Rothbard, aucun Etat n'est longtemps demeuré limité. L'intérêt économique des dirigeants de l'Etat les pousse à travailler activement à l'expansion de leurs pouvoirs. L'Etat limité des libéraux est donc une utopie. Comme le dit Rothbard, « *l'histoire sanguinaire de l'Etat aurait dû prouver qu'on use nécessairement, et donc qu'on abuse, de tout pouvoir quel qu'il soit, dès lors qu'on l'a reçu en partage ou qu'on s'en est emparé* ».

Rothbard insiste sur le fait que ceux qui prétendent que l'Etat est nécessaire à la création et au développement du droit se fourvoient. Ce sont des vieilles institutions non étatiques qui ont pendant longtemps été à la source du droit : les coutumes tribales, les tribunaux de droit commun, les arbitres, les tribunaux de marchands, ... Les juges concurrentiels de la Common Law, les tribunaux du droit privé romain, par exemple, ne faisaient pas des lois, ne se contentaient pas non plus d'appliquer les lois existantes. Ils découvraient dans les principes existants, dans les pratiques acceptées par tous, des règles générales applicables aux nouveaux cas d'espèce. Dans l'Irlande celtique, une société qui a duré mille ans jusqu'à sa conquête par Cromwell, il n'y avait aucune trace de justice étatique.

Il ne saurait donc être injuste ni immoral de ne pas payer les impôts de l'Etat, de s'approprier ce qu'il possède (puisque cela se trouve entre des mains criminelles), de refuser d'obéir à ses ordres ni de rompre un contrat avec lui. *A fortiori* mentir aux hommes de l'Etat n'a rien que de moralement légitime, dit Rothbard. De la même manière que personne n'est moralement obligé de dire la vérité à un voleur qui demande s'il y a des objets de valeur dans sa maison, personne n'est moralement obligé de donner des réponses vraies aux questions similaires que posent les hommes de l'Etat – par exemple dans une déclaration de revenus.

Tout cela ne signifie évidemment pas qu'il faille conseiller la désobéissance civile, le refus de payer les impôts, le vol ou le mensonge à l'encontre des hommes de l'Etat, car cela pourrait être imprudent. Ce que dit Rothbard, c'est que ces actions sont justes et moralement licites.

Rothbard ne soutient toutefois pas que les individus soient des atomes isolés ; au contraire, il reconnaît la nécessité et les énormes avantages de la vie en société et de la division sociale du travail. Ce sont les défenseurs de l'Etat, y compris les philosophes aristotéliciens et thomistes classiques, qui sont tombés dans cette énorme *non sequitur* qui consiste à sauter de la nécessité de la société à la nécessité de l'Etat. Tous ces services dont on croit généralement qu'ils nécessitent l'intervention de l'Etat – de la frappe de la monnaie à la sécurité publique en passant par le développement du droit pour la protection de la personne et de la propriété – peuvent être, et ont été produits beaucoup plus efficacement et certainement de manière plus

morale par des personnes privées. Il n'y a rien dans la nature de l'homme qui rende l'Etat nécessaire, bien au contraire.

L'épistémologie réaliste : un apriorisme extrême

Si Rothbard a été capable de remettre en cause les plus anciens concepts, et de tirer les conséquences des faits généraux de l'action humaine qu'on ne peut pas imaginer autres qu'ils ne sont, c'est parce qu'il se moquait de toute prétendue « vérification expérimentale » de ses propositions. Il tient pour définitivement établi et probant tout axiome, c'est-à-dire toute proposition dont on est obligé de se servir au cours de toute tentative pour la réfuter. C'est dire qu'il n'est ni empiriste, ni positiviste.

Ce parti pris lui permet de se libérer, dans les domaines qui relèvent de la seule logique (c'est-à-dire, pour lui, la quasi-totalité de la théorie, par opposition à l'histoire économique) des analyses et des concepts qui dépendent de la disponibilité des statistiques. Pour illustrer les progrès possibles quand on applique cette méthode, appropriée à son objet, on peut rappeler que, s'il a fallu 70 ans à Hayek pour comprendre que la « justice sociale » n'a aucune définition identifiable comme concept normatif — elle n'est qu'une désignation du pillage des faibles par les puissants dans la démocratie socialiste, c'est parce qu'il fallait d'abord se poser la question de son sens.

Cependant, à la différence de Mises, Rothbard fonde le raisonnement logique non sur une conception kantienne de l'*a priori* mais sur une théorie aristotélicienne des concepts, qu'on pourrait rattacher à l'objectivisme d'Ayn Rand, Nathaniel Branden et Leonard Peikoff. La tentative de Murray Rothbard est de renouer avec la tradition de l'apriorisme de Nassau Senior et J. E. Cairnes, lorsque ce dernier avait tenté de trouver des lois économiques irréfutables comme une déduction logique de « *faits indiscutables de la nature humaine et du monde* ».

Rothbard assume sa radicalité extrême. Cette radicalité est double. Lorsque l'on affirme quoi que ce soit, on affirme en effet, d'une part toutes les prémisses dont cela découle, jusqu'aux premiers principes, et, d'autre part, toutes les conséquences qui se déduisent de ces derniers. Rothbard accepte ainsi d'être taxé d'extrémisme, car seuls les extrémistes sont cohérents, c'est-à-dire conséquents.

Telle est aussi la source de ses critiques envers Hayek et Nozick. Au premier, il reproche de ne pas partir de principes suffisamment clairs et premiers. Sa définition de la coercition, notamment, lui semble bien vague, interdisant la déduction logique d'un système sur la base du seul axiome de non-agression. Plus encore, Rothbard reproche précisément à Hayek de ne pas partager sa forme axiomatique, ou logico-déductive, de libéralisme, lui préférant une approche plus empirique et évolutionniste. A Nozick, il reproche de ne pas « *aller jusqu'au bout* », s'arrêtant à un État minimal après un long argumentaire contre la production marchande de services de sécurité.

La conséquence qui découle naturellement de cet a priori extrême est que les individus sont libres lorsqu'ils sont seuls responsables de leurs décisions, qu'ils sont d'ailleurs seuls capables de prendre pour eux-mêmes.

Pour Rothbard, toute tierce partie entre les partenaires d'un échange profite indûment d'une intrusion illégitime. Toute intervention gouvernementale est un péril auquel il faut empêcher de nuire. Il considère que l'axiome de l'action humaine, qu'il est pour le moins difficile de contester, et les déductions logiques conduites jusqu'aux résultats ultimes, mènent à LA vérité, une et inébranlable. En effet, toute conséquence déduite logiquement d'axiomes tenus pour vrais aura la même valeur de vérité qu'eux.

Pour Rothbard, l'empirisme visant à tester des hypothèses théoriques n'a pas de sens. En effet, pour lui, la science économique est dérivée de la science de l'action humaine. Les faits ne sont ni vrais ni faux. Ce n'est donc pas parce qu'on obtient une concordance des résultats numériques prédis sur telle ou telle variable avec ceux mesurés à partir du terrain d'observation qu'il est pour autant justifié de partir de n'importe quelle hypothèse (irréaliste, voire farfelue). La théorie autrichienne nie précisément que la mesure de l'utilité soit possible.

Cet apriorisme extrême se veut l'accomplissement de la pensée de Mises. Il faut prendre en considération l'agent économique réel, pour qui la valeur de toute chose ne peut être que subjective. La praxéologie énonce des principes a priori, qui ainsi sont immédiatement exacts. L'axiome fondamental est l'existence de l'action humaine. On ne peut nier ou affirmer cet axiome sans déjà agir. Tout dire est en effet déjà un agir. Ce faisant, la science n'a besoin d'aucun test empirique.

Le héritier de l'anarcho-capitalisme

Si l'Etat viole les droits des individus, et si le capitalisme de laissez-faire est le système économique le plus efficace, alors Rothbard tient pour désirable l'anarcho-capitalisme.

Dans *L'éthique de la liberté*, il tente de décrire ce que serait une société anarcho-capitaliste. Il s'agirait d'une société de propriétaires fonciers, ce dont il tire toutes les conséquences possibles. Il établit les conditions d'admission des non-propriétaires sur les territoires des propriétaires. Il décrit les contrats qui protégeraient ces derniers contre le vol ou l'invasion.

Il refuse toute idée de contrat social. Si les hommes tendent à être violents, dit-il, alors pourquoi instituer un monopole de cette violence entre les mains d'une poignée d'entre-eux ?

Rothbard considère que plusieurs fonctions dites régaliennes de l'Etat devraient immédiatement être remises en cause et abolies, par exemple la politique monétaire. Rothbard s'oppose catégoriquement au pouvoir politique, à l'immixtion législative dans les droits naturels. Ce qui ne l'amène d'ailleurs pas à rejeter nécessairement toute forme d'Etat, puisqu'il prévoit, dans sa société libre, une sorte de code libertarien.

Le vulgarisateur de l'école autrichienne

Ce qui caractérise aussi Rothbard, c'est sa capacité à populariser l'œuvre de Mises, dans un langage certes moins recherché mais plus efficace que celui de son maître. Dans un recueil, intitulé *Towards Liberty*, paru en 1956, il publie un article intitulé « Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être ». Il affirme qu'on ne peut rien dire des préférences individuelles en dehors de l'action volontaire. Par conséquent, il ne sert à rien, il n'est même pas scientifique, de glosier sur l'inconnaissable. De définir des critères économétriques arbitraires. Par une sorte de retour aux écrits de Pareto, Rothbard clame que le marché libre conduit à l'utilité sociale maximum. Aucune intervention étatique ne peut accroître celle-ci. Les externalités, les biens publics, la légitimation économique des services publics falsifient la réalité. Pour la bonne raison qu'on ne peut pas mesurer les jugements de valeur des individus, ni même les observer en dehors de l'action. De sorte que toute indication normative que l'on prétend en tirer est nécessairement arbitraire donc anti-scientifique. L'action, et seule l'action, permet de connaître les préférences, elle en est la preuve authentique et unique.

Mises admettait la possibilité d'un monopole sur un marché libre ; dans un chapitre resté célèbre d'*Homme, économie et Etat*, intitulé « Monopole et concurrence », Rothbard démontre que le concept est contradictoire : toute forme d'organisation contractuelle est a priori productive (et conforme à la justice naturelle), tout acte de violence agressive est non seulement improductive, mais fausse la concurrence (et viole la justice naturelle). Le monopole est donc toujours illégitime.

À l'imitation de *L'Action humaine* de Mises, Rothbard entend mettre en avant un système complet d'économie politique. D'où les deux tomes de la première édition d'*Homme, économie et Etat*, ensuite complétés par *Power and Market* — qui développent les effets destructeurs de l'intervention étatique.

En guise de résumé de ses thèses, Murray Rothbard a publié un tract, diffusé par le Mises Institute, afin de combattre les mythes économiques qui assiègent nos pensées. En voici quelques-uns, très révélateurs de la pensée économique rothbardiennne.

Mythe n°1 : Les déficits sont la cause de l'inflation / Les déficits n'ont rien à voir avec l'inflation. Pour Rothbard, ces deux affirmations sont fausses. Les déficits sont financés, soit par le public grâce à la vente de bons du trésor, soit par le système bancaire qui est générateur d'inflation par le mécanisme d'accroissement des réserves bancaires.

Mythe n°2 : Les déficits n'ont pas un effet d'éviction sur les investissements privés. Supposons, répond Rothbard, que les déficits soient élevés et croissants et que les taux d'intérêts baissent, comme aux États Unis au début des années 80. Cela ne signifie pas que l'effet d'éviction ne joue pas. Les taux d'intérêt baissent parce qu'il y a moins d'emprunt de la part des chefs d'entreprise en période de récession. Les taux d'intérêt réels (taux d'intérêt moins taux d'inflation) restent élevés. Si l'épargne se dirige vers les bons du Trésor, il y aura nécessairement moins d'épargne disponible pour l'investissement productif. Et les taux d'intérêt sont supérieurs à ce qu'ils auraient du être sans les déficits. Le détournement de l'épargne est soit direct (financement par le public), soit indirect (financement par le système bancaire).

Mythe n°3 : Les importations des pays où le coût de main d'œuvre est faible cause le chômage dans notre pays. Pour Rothbard, les salaires sont élevés dans les pays développés parce que la productivité du travail y est plus élevée. Et, cette productivité ne provient pas d'un phénomène magique. C'est parce que des entreprises ont investi des montants importants en technologie et en équipement en capital. L'investissement en capital est une aide pour les travailleurs. Ces derniers obtiennent ainsi des salaires plus élevés. Par contre, dans les pays où le capital ne peut pas venir en aide aux travailleurs, les taux de salaire sont plus faibles. Par conséquent, les salaires élevés ne sont pas une menace pour la prospérité, ils sont la conséquence de cette prospérité. Certains représentants de l'industrie se plaignent du dumping social. Toutefois, les salaires élevés dans leur industrie proviennent du fait que cette industrie n'est pas efficace dans l'utilisation du travail en comparaison d'autres industries. Et, donc, pour compenser la désaffection des salariés, les salaires sont plus élevés que dans d'autres secteurs. Il est dangereux, dit Rothbard, pour l'industrie, ainsi que pour l'économie du pays entier, de faire appel à l'État pour intervenir sur des restrictions à l'importation (quotas ou tarifs). Car les entreprises inefficaces perdent toujours de l'argent et elles demanderont de plus en plus de protection de l'État, jusqu'où jour où elles ferment définitivement leur porte.

Mythe n°4 : Les augmentations des impôts sont une solution pour résorber les déficits. Rothbard répond qu'il existe une règle comportementale simple de l'homme politique. Plus son budget augmente, plus il a tendance à vouloir le dépenser. Il s'aide pour cela des groupes de pression, toujours bien attentionnés et bienveillants vis à vis du public qui considèrent que tel ou tel secteur a besoin d'aide. Ainsi, l'augmentation des impôts n'arrive jamais à réduire la dette.

Sa démonstration, toute entière fondée sur la défense de la libre concurrence, défait donc les opposants au capitalisme « débridé ». D'une part, ce qu'on appelle « loi du plus fort », en économie, ce n'est rien d'autre que la libre concurrence. D'autre part, si la libre concurrence récompense les plus forts, au sens des plus compétents, il s'ensuit qu'elle ne peut bénéficier qu'aux faibles. Seuls ceux qui n'ont pas encore réussi aspirent à gagner la compétition. Les autres se satisferaient volontiers d'un statu quo.

Une histoire monétaire

Dans *Etat, qu'as-tu fait de notre monnaie ?* (1963), Rothbard décrit le processus par lequel des individus en société viennent à utiliser certaines marchandises comme moyen d'échange et, progressivement, se mettent à utiliser des instruments de crédit émis par des banques. Si cette robinsonnade peut paraître quelque peu utopique, elle est néanmoins d'un grand intérêt pédagogique et méthodologique.

Pour décrire le marché puis l'interventionnisme, il convient d'abord de comprendre comment les acteurs individuels prennent des décisions dans leurs activités économiques concrètes. Comment choisissent-ils leurs objectifs ? Les moyens de les atteindre ? Comment apprennent-ils de leurs erreurs ?

Comme le dit Jörg-Guido Hülsmann, cette première étape n'est pas spécifiquement autrichienne. Elle se retrouve aussi chez des auteurs néoclassiques, avec la fameuse « analyse

à l'équilibre ». Rothbard complète donc cette assertion en se livrant à l'analyse du déséquilibre, c'est-à-dire en analysant les conséquences de l'interventionnisme monétaire.

Quelles que soient les formes qu'il prend, l'interventionnisme dans la monnaie peut se résumer en un mot : inflation (et, plus rarement, déflation). La politique monétaire vise toujours à créer de la monnaie, afin de financer de nouvelles dépenses publiques.

Rothbard se livre aussi à un résumé de l'histoire monétaire du XX^e siècle, de l'étalement d'or d'avant 1914 jusqu'à l'effondrement de Bretton Woods. Il fournit une explication fouillée des événements monétaires du siècle, et souligne le rôle toujours néfaste joué par les pouvoirs publics.

Le pourfendeur de l'école néoclassique, des Chicago Boys et des « libéraux étatistes »

Économiquement, l'approche praxéologique de Rothbard s'oppose à la version néoclassique du libéralisme, laquelle consiste, non pas dans une déduction praxéologique, mais dans la construction hautement abstraite et mathématisée de modèles, imitant la méthode des sciences naturelles. Moralement, dit Rothbard, les néoclassiques sont des utilitaristes. Ils se contentent le plus souvent de justifier leur libéralisme pour son efficacité économique. Leur défense est donc pragmatique. Ils sont souvent amenés à admettre l'intervention de l'Etat, par exemple via les « politiques de concurrence », pour corriger les défauts du marché. Mais ce ne sont que les défauts du marché qu'ils ont sous leurs yeux, pas du pur marché libre.

Rothbard a la dent particulièrement dure à l'encontre de l'Ecole de Chicago. Il critique sa méthode positiviste, son raisonnement empirique. Alors que Milton Friedman pense que la Réserve Fédérale (Fed) a mené une politique procyclique en cherchant, à contrario, à juguler les effets de la Grande Dépression, Rothbard remet en cause cette lecture monétariste. Il a des mots très durs à l'encontre de « *l'insistance complaisante sur l'importance vitale des tests empiriques des déductions faites à partir des hypothèses [...], théorie fondée sur des suppositions qu'on reconnaissait pour fausses et extrêmement irréalistes* ».

Il montre donc que le krach gigantesque de 1929 n'est pas dû à une défaillance du marché, comme le prétendait Keynes, ni même à une erreur de manœuvre de la Banque centrale américaine. Cette thèse a servi à Milton Friedman pour détrôner Keynes. Il est devenu célèbre ainsi. Il a pu fonder à Chicago son Ecole, qui a été le berceau de nombreux Prix Nobel d'économie. Mais il avait tort, selon Rothbard.

L'histoire économique sous l'angle autrichien

Rothbard s'est également intéressé à l'histoire économique. Il a commencé sa carrière avec *Conceived in Liberty*, histoire des États-Unis avant la Déclaration d'indépendance. En 1963, il publie *America's Great Depression*, explication autrichienne de la crise de 1929 et des sottises de la politique américaine avant et après, que l'historien Paul Johnson devait reprendre dans son ouvrage *Modern Times*.

Enfin, dans sa monumentale *Histoire de la Pensée Economique*, Rothbard chasse à nouveau en dehors des sentiers battus. Ce ne sont pas les Britanniques qui sont à la source de la science

économique moderne, dit-il. Qu'il s'agisse des penseurs Ecossais comme Adam Smith ou David Hume, ou des Anglais comme David Ricardo ou John Stuart Mill. Non, dit-il, ce sont les Scolastiques espagnols et portugais aux XVI^e et XVII^e siècles de l'Ecole de Salamanque (Vitoria, Suarez, Molina, ...), et les économistes français des XVIII^e et XIX^e siècles (Turgot, Condillac, Say, Bastiat, ...) qui sont les véritables fondateurs de la pensée économique. Rothbard voit dans le libéralisme des économistes français une sorte de proto-austrianisme oublié.

L'activiste politique

L'action partisane de Murray Rothbard se caractérise par d'importants revirements stratégiques.

Il est important de noter, en préambule, que le foyer politique de Rothbard était l'*Old Right*, isolationniste et très sensible aux thèses libertariennes (Albert Jay Nock en étant le représentant préféré de Rothbard). Mais, dès les années cinquante, sous l'effet de la Guerre froide, le centre de gravité de la droite américaine se recompose autour d'un anticomunisme et d'un nationalisme musclés. Dans ce contexte, l'anarchisme de Rothbard paraît au mieux anachronique, au pire une trahison, un État fort étant considéré, en particulier par la *National Review* de William F. Buckley Jr., indispensable à la compétition militaire et géopolitique avec l'Union Soviétique.

Rothbard cherche alors de nouveaux amis politiques, se rapprochant par exemple brièvement du cercle de la romancière Ayn Rand. Il s'en sépare rapidement et avec fracas.

Cette tentative ayant échoué, Rothbard s'intéresse durant les années soixante à la *New Left* libertaire et anti-impérialiste. En 1965, il crée avec Leonard P. Liggio la revue *Left and Right* dont le but est de rapprocher droite libertarienne et gauche libertaire. Mais Rothbard se lasse rapidement de ce courant politique, principalement en raison de sa mentalité viscéralement anticapitaliste, mais également par rejet de la « contre-culture ». La rupture avec la gauche anti-autoritaire est consommée dès 1970.

Durant cette décennie Rothbard participe à la création du Libertarian Party et du Cato Institute, dont il s'éloigne ensuite parce qu'ils lui semblent trop tièdes, voire opportunistes. Il se rapproche de diverses organisations paléo-conservatrices et rejoint finalement le Mises Institute de Llewellyn H. Rockwell Jr. en 1982.

Rothbard n'hésite pas à prôner des alliances tactiques avec divers courants politiques. Cet aspect du personnage est suffisamment peu connu pour qu'on s'y arrête un instant. Deux illustrations seront suffisantes.

En premier lieu, on peut citer un texte ronéoté de 170 pages daté d'avril 1977, « *Toward A Strategy for Libertarian Social Change* », qui fait clairement apparaître son ambition de prendre Lénine pour modèle, lui qui a su promouvoir en 1917 la capitulation devant l'Allemagne et laisser les paysans occuper les terres des féodaux. Rothbard recommande ainsi une stratégie « centriste » au mouvement libertarien, faisant en sorte d'éviter les déviations gauchistes-utopistes et les déviations droitistes-opportunistes. Pour ce faire, il faut selon lui

instaurer à l'intérieur du parti libertarien une véritable hiérarchie. Et définir une ligne. « *Les marxistes, écrit Rothbard, comme les libertariens, identifient certaines classes majoritaires de la société comme étant opprimées par d'autres classes, qui, elles, sont minoritaires. Les marxistes comme les libertariens, visent à démontrer à la majorité opprimée la vraie nature de leur exploitation, de manière à enlever toute légitimité à l'Etat existant dans l'esprit des opprimés, et par le fait même à priver l'Etat du soutien dont il a besoin.* »

Toutefois, au contraire des marxistes, les libertariens, dit-il, ont une vision beaucoup plus claire de l'ennemi : l'Etat. L'Etat qui, pendant des siècles, a couvert de sa propagande la conscience des véritables exploités, qu'il nomme les *net taxpayers* (ceux qui paient plus à l'Etat qu'ils n'en reçoivent). L'ennemi, poursuit-il, c'est la nouvelle caste des privilégiés, qui reçoit plus de l'Etat qu'elle ne lui paye (les *net tax-consumers*). Les intellectuels subventionnés, les artistes subventionnés, les syndicalistes, les capitaines d'industrie qui ne vivent que des commandes de l'Etat, en font partie. La droite conservatrice, belliciste et théocratique ne vaut plus cher à ses yeux et vit, elle aussi, aux crochets de l'Etat. Rothbard pense que l'étatisme et l'interventionnisme gouvernemental ne peut que périr de ses contradictions. Cet effondrement a même déjà commencé, dit-il. Pour l'accélérer, il suggère de faire alliance avec la « nouvelle gauche », notamment en s'opposant à l'armement nucléaire, à la guerre du Viêt-Nam et au service militaire obligatoire. Autant de positions qui laisseront des marques indélébiles à droite.

Autre illustration : Rothbard n'hésite pas, au crépuscule de son existence, à soutenir les mouvements populistes de droite, prémisses aux *Tea Parties* qui apparaîtront quelques années après son décès. Il croit que les jours du « réalisme » de Washington sont comptés. Il démontre que les conservateurs et les libéraux classiques vont se faire dépasser par un mouvement populaire et radical, qui est animé par une détestation profonde du gouvernement fédéral. Cette droite populiste est tout à fait innovante, dit Rothbard. Elle déteste profondément les médias dominants et ne leur accorde aucune confiance. Elle ne reconnaît aucune légitimité, ni même aucune utilité, aux dirigeants traditionnels et aux lobbies de Washington. Rothbard ne nie pas que cette nouvelle contestation populaire n'est pas un modèle de tolérance sociale. Mais elle est aussi composée de « *mauvais coucheurs qui en ont marre du gouvernement fédéral et sont de plus en plus en colère* ». D'une manière presque prophétique, il souligne que « *les classes ouvrières et les classes moyennes opprimées sont enfin en marche, et ce nouveau mouvement de droite n'a pas de place pour les traîtres de l'élite qui les ont si longtemps menés par le bout du nez, ni de temps à perdre avec eux* ».

L'isolationniste intransigeant

En politique internationale sa pensée se conforme à l'isolationnisme classique de l'*Old Right*. Celui-ci lui a attiré les foudres de nombre d'adversaires, au premier rang desquels les néo-conservateurs. Fidèle à sa méthode, Rothbard emploie une approche philosophique, a priori, dans un domaine où une l'analyse historique est communément privilégiée.

Elevé dans la tradition isolationniste du sénateur Taft, et croyant pouvoir y appliquer directement ses principes, Rothbard prétend définir a priori une politique étrangère

libertarienne comme « non interventionniste », quitte à dénoncer sans cesse la politique étrangère des Etats-Unis.

Postérité de Rothbard

Rothbard voit dans la chute de l'Union Soviétique une opportunité pour ressusciter l'*Old Right* et fonde beaucoup d'espoirs dans divers mouvements et hommes politiques populistes. Force est de constater que cette stratégie, que ses héritiers au Mises Institute poursuivent, n'a pas encore porté ses fruits.

L'anarchisme et l'anti-impérialisme (bien ancré dans la tradition libérale classique) de Rothbard, ainsi que ses alliances politiques parfois surprenantes, lui ont valu beaucoup d'inimitiés à droite et notamment celle des néo-conservateurs. Elles expliquent largement certaines accusations qui ont été portées contre lui, par exemple d'avoir été un compagnon de route des communistes ou encore de s'être allié à des antisémites (ourtant Rothbard était juif). On peut, en effet, s'interroger *a posteriori* sur l'opportunité de certains articles et alliances de circonstance de Rothbard – encore qu'ils ne semblent pas justifier les critiques mentionnées ci-dessus – mais pas au point de pouvoir mettre sérieusement en doute la constance idéologique dont il a fait preuve durant toute sa vie. Si l'action partisane de Rothbard s'illustre tant par son étonnante souplesse tactique que par son relatif insuccès, cela est probablement dû à la difficulté qu'il a éprouvée à trouver des relais pour diffuser ses idées dans le contexte politique de son époque.

Rothbard n'a pas réussi à donner une importance réelle au Parti libertarien américain, qu'il avait pourtant contribué à fonder. Pour tout à la fois peser sur les enjeux politiques et ne pas transiger sur ses principes, il a dû prendre bien souvent des positions partisanes fluctuantes. Certaines le mettaient même en opposition avec de potentiels « alliés ». Pendant la guerre du Viêt-Nam, il s'allie à la gauche communiste et pacifiste. Pendant la présidence Reagan, il le traite d' « *idiot* ». Pendant les années 1990, il soutient une fois un candidat indépendant (Ross Perot), une fois un populiste protectionniste (Pat Buchanan).

A la fin de sa vie, Rothbard dénonce une sorte de complot généralisé fomenté par tous les ennemis du vrai libéralisme : les Chicago Boys, les libéraux classiques, la presse, ... Comme presque toujours chez Rothbard, dit Gilles Campagnolo, sa rhétorique fonctionne sur les modes de l'appel à l'indignation, de la raillerie contre les adversaires de l'attaque *ad personam*, mais aussi de l'humour. Il cherche ainsi à tourner en ridicule ses adversaires, il crie au totalitarisme, et il juxtapose systématiquement des penseurs très divers, créant ainsi des généalogies et des parentés sinon toujours fictives, du moins très rapides et souvent douteuses.

Un livre de synthèse : Murray Rothbard, *L'Ethique de la liberté*, 1982 : en partant d'une décapante « robinsonnade », Rothbard radicalise le libertarianisme en prônant une liberté individuelle maximale, l'État zéro et une société totalement privatisée fondée sur l'échange volontaire et le capitalisme de laissez-faire, eux-mêmes légitimés par une réinterprétation rationaliste rigoureuse de la tradition du droit naturel, du droit de propriété et de la morale qui en découle.

La croissance du secteur public est un des plus grands dangers auquel se trouvent confrontées les sociétés. Les crises financières causées par les banques centrales contrôlées par les États se traduisent toujours par une augmentation du pouvoir des politiciens et des pratiques liberticides. Rothbard cerne les dangers du pouvoir politique. Il s'inscrit en opposition frontale à la pensée unique et à la propagande des hommes de l'Etat.

L'Ethique de la liberté expose donc un modèle de société très différent de celui que nous connaissons. Dans ce livre radical, Rothbard considère qu'il faut fonder la défense du capitalisme sur une éthique et une philosophie aprioriste et naturaliste. Qu'il ne faut transiger sur rien, car si le libre marché, l'échange volontaire et le capitalisme sont des valeurs à défendre, c'est parce qu'eux seuls sont conformes à la nature humaine. Et que toute intervention de l'Etat, du pouvoir politique, du principe électif, est une atteinte à la liberté et à la propriété individuelle, et par conséquent la voie vers la servitude et la coercition.

Bibliographie sélective

Murray Rothbard, 1962, *Man, Economy, and State (L'Homme, l'économie et l'Etat)*, Institut Charles Coquelin, 5 tomes, 2007)

Murray Rothbard, 1962, *The Panic of 1819*

Murray Rothbard, 1963, *America's Great Depression* (rééditions 1972, 1975, 1983, 2000)

Murray Rothbard, 1963, *État, qu'as-tu fait de notre monnaie ?*, Institut Coppet, 2011

Murray Rothbard, 1969, *Economic Depressions: Causes and Cures*

Murray Rothbard, 1970, *Power and Market*

Murray Rothbard, 1972, *Education: Free and Compulsory*

Murray Rothbard, 1972, *Left and Right, Selected Essays 1954-65*

Murray Rothbard, 1973, *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto*

Murray Rothbard, 1973, *The Essential von Mises*

Murray Rothbard, 1974, *The Case for the 100 Percent Gold Dollar*

Murray Rothbard, 1974, *Egalitarianism as a Revolt Against Nature and Other Essays* ; avec notamment « L'Anatomie de l'Etat » et « Why Be libertarian ? »

Murray Rothbard, 1975-79, *Conceived in Liberty* (4 vol.)

Murray Rothbard, 1979, *Individualism and the Philosophy of the Social Sciences*

Murray Rothbard, 1982, *L'Éthique de la liberté*

Murray Rothbard, 1983, *The Mystery of Banking*

Murray Rothbard, 1988, *Ludwig von Mises: Scholar, Creator, Hero*

Murray Rothbard, 1991, *Économistes et Charlatans*

Murray Rothbard, 1994, *The Case Against the Fed*

Murray Rothbard, 1995, *An Austrian Perspective on the History of Economic Thought* (2 vol.)

Murray Rothbard, 1995, *Wall Street, Banks, and American Foreign Policy*

Murray Rothbard, 1997, *Logic of Action* (2 vol.)

Murray Rothbard, 2005, *History of Money and Banking in the United States*

Murray Rothbard, 2006, *The Complete Libertarian Forum* (2 vol.)

Murray Rothbard, 2007, *The Betrayal of the American Right*

Murray Rothbard, 2007, *Economic Controversies*